



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Le **vendredi 25 février 2011** à 19 h 00 le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique dans la salle du 1^{er} étage de la CCB, sous la présidence de **M. Gérard FROMM, Maire.**

CONVOCAATION

Date	18/02/2011
Affichage	18/02/2011

NOMBRE DES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL

En Exercice	Présents	Procurations et Absents
33	25	8

THEME : TRAVAUX 1

OBJET : CONVENTION
VILLE/E.D.S.B. POUR LE
CHANGEMENT DE TENSION DU
POSTE DE DISTRIBUTION PUBLIC
AVENUE DU GENERAL DE GAULLE

Etaient Présents : POYAU Aurélie, CIRIO Raymond, DAERDEN Francine, GUIGLI Catherine, DUFOUR Maurice, MARCHELLO Marie, DJEFFAL Mohamed, JIMENEZ Claude, NICOLOSO Alain, PONSART Marie-Hélène, PROREL Alain, PETELET Renée, PEYTHIEU Eric, CODURI Laetitia, FABRE Mireille, AIGUIER Yvon, BRUNET Pascale, JALADE Jacques, ESTACHY Monique, SIMOND Stéphane, VALDENNAIRE Catherine, ESCALLIER Karine, ROUBAUD Sabin, SEZANNE Philippe.

Etaient Représentés :

MUSSON Pascal pouvoir à PEYTHIEU Eric
MARCADET Didier pouvoir à FROMM Gérard
GUERIN Nicole pouvoir à PETELET Renée
BOVETTO Fanny pouvoir à DJEFFAL Mohamed
DAVANTURE Bruno pouvoir à CIRIO Raymond
RAPANOEL Séverine pouvoir à CODURI Laetitia
FERRUS Christian pouvoir à SEZANNE Philippe
NUSSBAUM Richard pouvoir à ROUBAUD Sabin

Absents-Excusés :

MUSSON Pascal, MARCADET Didier, GUERIN Nicole, BOVETTO Fanny, DAVANTURE Bruno, RAPANOEL Séverine, FERRUS Christian, NUSSBAUM Richard

Secrétaire de Séance : DJEFFAL Mohamed



Rapporteur : Gérard FROMM

Afin d'améliorer l'alimentation électrique des clients d'E.D.S.B. desservis par le poste de distribution public « De Gaulle », il convient de changer les câbles souterrains existants.

La nouvelle structure du réseau de distribution publique d'énergie électrique nécessite d'établir à demeure deux canalisations souterraines sur une longueur totale d'environ 15 mètres sur la propriété communale cadastrée « section AS 207 et 210 ».

Il convient pour finaliser cette opération d'établir une convention avec E.D.S.B.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- D'approuver les dispositions de cette convention annexée à la présente délibération.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou en cas d'empêchement un Adjoint, à signer au nom ou pour le compte de la Commune, la convention annexée à la présente délibération, le ou les éventuels avenants à ladite convention, ainsi que tout acte à caractère administratif ou technique ou financier nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

POUR : 33

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

NE VOTE PAS : 0

Et les membres présents ont signé au registre après lecture.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME.

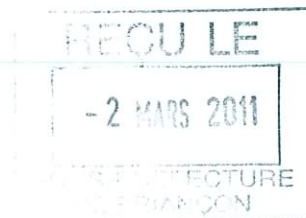
Le Maire

Gérard FROMM


TRANSMIS LE 1 - MARS 2011

PUBLIÉ LE 1 - MARS 2011

NOTIFIÉ LE



Département des HAUTES ALPES

ENERGIE DEVELOPPEMENT SERVICES DU BRIANCONNAIS

CONVENTION DE SERVITUDE

**RESEAU ELECTRIQUE DE DISTRIBUTION
PUBLIC**



COMMUNE DE BRIANCON

Objet des travaux : Pose câbles HTA entre les postes Chaberton et Général De Gaulle rue Pasteur
et avenue du Général de Gaulle

Entre les soussignés :

ENERGIE DEVELOPPEMENT SERVICES DU BRIANCONNAIS
Représentée par son président du Directoire Mr ROYER Dominique
Et désignée ci-après par l'appellation « E.D.S.B. »

D'une part, et

Monsieur le Maire de BRIANCON

.....

agissant tant en son nom personnel que pour le compte de ses ayants droit et des futurs
abonnés, désigné ci-après par l'appellation "le propriétaire"

Origine de la propriété :

D'autre part.

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Le propriétaire déclare que la parcelle ci-après désignée (sauf erreur ou omission du plan
cadastral) lui appartient.

COMMUNE	SECTION	NUMERO	LIEU-DIT
<i>BRIANCON</i>	<i>AS</i>	<i>207</i>	<i>Av G de Gaulle</i>
<i>BRIANCON</i>	<i>AS</i>	<i>210</i>	<i>Av G de Gaulle</i>



Le propriétaire déclare en outre, conformément au décret n° 70-492 du 11 juin 1970, que la (les) parcelle(s) ci-dessus désignée(s), est (sont) (2) actuellement :

- exploitée par lui-même (2),

- exploitée par M.....néant.....

Habitant ànéant.....(2)

- non exploitée (2)

Les parties, vu les droits conférés pour l'établissement des ouvrages de transport et de distribution d'électricité, tant par l'article 12 de la loi du 15 juin 1906 que par l'article 35 modifié de la loi du 8 avril 1946 et le décret n° 70-492 du 11 juin 1970, vu le décret n° 67-886 du 6 octobre 1967, vu l'article 298 de la loi de finances du 13 juillet 1925, et à titre de reconnaissance de ces droits sont convenues de ce qui suit :

ARTICLE 1

- Après avoir pris connaissance du tracé de l'ouvrage électrique désigné ci-dessus sur la (les) parcelle(s) ci-dessus désignée(s), le propriétaire reconnaît à E.D.S.B., maître de l'ouvrage de distribution d'électricité qu'elle se propose d'établir et d'exploiter, les droits suivants :

~~1° Etablir à demeure une lampe d'éclairage public sur la façade de votre bâtiment parcelle.... ainsi que le câble d'alimentation et le boîtier de protection.~~

~~2° Faire passer les conducteurs aériens au-dessus de la (les) dite(s) parcelle(s) sur une longueur totale d'environ Mètres(2)~~

~~3° Implantation support.... pour conducteurs aériens, dont les dimensions approximatives au sol (fondations comprises) sont respectivement de (2):~~

~~...néant.....+.....mètres poursupport... :~~

~~...néant.....+.....mètres poursupport... :~~

~~...néant.....+.....mètres poursupport... :~~

~~...néant.....~~

~~4° Y établir à demeure deux canalisations souterraine sur une longueur totale d'environ 15 Mètres parcelle (2) voir plan ci joint~~

~~5° Poser d'une borne de réseau en limite de la parcelle (2)~~

~~6° Couper les arbres et branches d'arbres qui se trouvant à proximité de l'emplacement des conducteurs aériens, gênant leur pose ou pourraient ultérieurement par leur mouvement ou leur chute, occasionner des court circuits ou des avaries aux ouvrages (2)~~

(2) Rayer les mentions inutiles



Par voie de conséquence, E.D.S.B. pourra faire pénétrer sur les dites parcelles ses agents ou ceux de ses entrepreneurs dûment accrédités, en vue de la construction, la surveillance, l'entretien et la réparation des ouvrages ainsi établis.

ARTICLE 2

- Eu égard à la nature et à l'objet des travaux à réaliser, ainsi qu'à leur mode très particulier de financement aucune indemnité n'est versée par E.D.S.B.

La présente convention reconnaît au propriétaire le droit d'être indemnisé des dégâts qui pourraient être causés à l'occasion de la construction, de la surveillance, de l'entretien et de la réparation des ouvrages. S'il y a lieu, ces dégâts feront l'objet d'une estimation fixée à l'amiable ou, à défaut d'accord, par le tribunal compétent.

Les dégâts seront à la charge d'E.D.S.B. ou de ses entrepreneurs dans le cas où ils sont causés par la construction de l'ouvrage, de sa surveillance, de son entretien ou de sa réparation.

ARTICLE 3

- Si le propriétaire se propose soit de bâtir, soit de démolir, réparer ou surélever une construction existante, il devra fait connaître à E.D.S.B. par lettre recommandée la nature et la consistance des travaux qu'il envisage d'entreprendre en fournissant tous éléments d'appréciation.

Si les ouvrages établis sur la (les) parcelle(s) ne doivent pas se trouver à une distance réglementaire de la construction projetée, E.D.S.B. sera tenue de les modifier ou de les déplacer. cette modification ou de déplacement auront lieu à ses frais. cependant, le propriétaire pourra consentir au maintien des ouvrages moyennant le versement d'une indemnité en raison de l'obstacle apporté à la réalisation de ses projets.

Si le propriétaire n'a pas, dans le délai de deux ans à partir de la modification ou du déplacement des ouvrages, exécuté les travaux projetés, E.D.S.B. sera en droit de lui réclamer le remboursement des frais de modification ou de déplacement des ouvrages sans préjudice de tous autres dommages et intérêts s'il y a lieu.

ARTICLE 4

- Le propriétaire ou le cas échéant, tout autre exploitant, sera dégagé de toute responsabilité à l'égard d'E.D.S.B. pour les dommages qui viendraient

À être causés de son fait à la ligne faisant l'objet de la présente convention, à l'exclusion de ceux résultant d'un acte de malveillance de sa part.

En outre, si l'atteinte portée à l'ouvrage résulte d'une cause autre qu'un acte de malveillance de sa part et si des dommages sont ainsi causés à des tiers, E.D.S.B. garantit le propriétaire ou



éventuellement tout autre exploitant contre toute action aux fins d'indemnité qui pourrait être engagée par ces tiers.

ARTICLE 5

- En vertu du décret n° 67-886 du 6 octobre 1967 et de l'article 298 de la loi de finances du 13 juillet 1925 la présente convention produit, tant à l'égard du propriétaire et de ses ayants droits, que des tiers, les effets de l'arrêté préfectoral prévu par l'article 12 de la loi du 15 juin 1906.

Par voie de conséquence, le propriétaire s'engage dès maintenant à porter la présente convention à la connaissance des personnes qui ont ou qui acquièrent des droits sur la parcelle supportant l'ouvrage, notamment en cas de transfert de propriété.

Le Tribunal compétent pour statuer sur les contestations auxquelles pourrait donner lieu l'application de la présente convention est celui de la situation de la (des) parcelle(s).

ARTICLE 6

- E.D.S.B. déclare qu'elle entend stipuler dans le présent acte, en ce qui concerne l'établissement, le fonctionnement et l'exploitation de l'ouvrage électrique faisant l'objet de la présente convention.

ARTICLE 7

- La présente convention prend effet à dater de ce jour et est conclue pour la durée de l'ouvrage dont il est question à l'Article 1. ci-dessus ou de toute autre ouvrage qui pourrait lui être substituée sur l'emprise de l'ouvrage existant, ou, le cas échéant, avec une emprise moindre.

ARTICLE 8

- La présente convention est exemptée du timbre et pourra être enregistrée gratis en application des dispositions de l'Article 1045 II 3° du Code Général des Impôts.

ARTICLE 9

- La présente convention pourra, après signature par les parties, être authentifiée aux frais d'en l'étude de :

Maître
.....
.....

Suite de la demande qui en sera faite par l'une des parties pour être publiée à la conservation des hypothèques.



Eu égard aux impératifs de la distribution publique, le propriétaire autorise EDSB à commencer les travaux dès sa signature si nécessaire.

Fait en quatre exemplaires,

A Briançon, le

(1) LE PROPRIETAIRE

(L'aménageur, le constructeur ou le Lotisseur)

(1) Faire précéder la signature de la mention manuscrite “ *Lu et Approuvé* ”

